

Mission de contrôle technique

Mise en conformité incendie et la rénovation des
amphithéâtres des bâtiments M1 et P1 de la cité
scientifique

Suivi des modifications

Version	Date	Modifications
V0	14/01/2025	1 ^{ère} diffusion

Sommaire

CHAPITRE 1. <i>Objet du marché</i>	3
1.1 Objet du présent CCTP	3
1.2 Présentation de l'opération	3
CHAPITRE 2. <i>Nature de la prestation</i>	3
2.1 Missions du contrôleur technique	3
2.2 Cadre général de la mission	4
2.2.1 Référentiels imposés pour le contrôle technique	4
2.2.2 Prise en compte des nouvelles réglementations	4
2.2.3 Formulation des avis	4
CHAPITRE 3. <i>CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION</i>	5
3.1 Exécution des missions	5
3.1.1 Généralités	5
3.1.2 Supports et modalités d'échanges	5
3.1.3 Phase de conception	6
3.1.4 Phase réalisation des travaux	7
3.2 Commission de sécurité	8
3.3 Attestation de conformité – Att HAND	8
3.4 Visite initiale - VIEL	8
3.5 Phase garantie de parfait achèvement	8
3.6 Nature et méthodologie des vérifications	9
CHAPITRE 4. <i>INFORMATIONS RELATIVES A L'OUVRAGE</i>	9

Marché de contrôle technique pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

CHAPITRE 1. Objet du marché

1.1 Objet du présent CCTP

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L.111-23 du Code de la construction et de l'habitation en vue de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans l'opération mise en conformité incendie et de rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1 de la cité scientifique de l'université de Lille.

1.2 Présentation de l'opération

Le document « Synthèse du programme » joint en annexe expose les attendus de l'opération et ses principes de planification.

L'opération sera réalisée dans un cadre de type « Loi MOP ». Un maître d'œuvre, en cours de consultation, sera chargé des missions suivantes :

- Etudes de diagnostic
- Etudes d'avant-projet sommaire (APS) et autorisations administratives
- Etudes d'avant-projet définitif (APD)
- Etudes de projet (PRO)
- Assistance pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)
- Visa des études d'exécution (VISA)
- Direction de l'exécution des travaux (DET)
- Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement des ouvrages (AOR)

Missions complémentaires :

- Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)
- Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)

CHAPITRE 2. Nature de la prestation

2.1 Missions du contrôleur technique

Les missions confiées au titulaire du marché sont les suivantes (au sens du décret n°99-443) :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
LE	Solidité des existants
Av	Stabilité des ouvrages avoisinants
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
S	Sécurité des personnes dans les constructions
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
F	Fonctionnement des installations
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
Ph	Isolation acoustique des bâtiments
Th	Isolation thermique et économies d'énergie
VIEL	Vérification Initiale des Installations Electriques - suivant le décret du 14 novembre 1988 et du 10 octobre 2000 visées par le décret N°99-443 du 28 mai 1999 et la norme NF P 03-100

Le contrôle intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Marché de contrôle technique pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

2.2 Cadre général de la mission

Il est rappelé que les stipulations du présent marché concernent les prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du rôle de contrôleur technique au sens de l'art. 8 de la loi n°78.12 du 4 janvier 1978

Le contrôle technique intervient dans les conditions fixées pour chaque mission par le décret 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

Le contrôleur technique doit examiner les dispositions prises, les calculs effectués et les plans fournis par tous les intervenants dans la conception et la réalisation de l'ouvrage au regard des dispositions réglementaires et des normes en vigueur et ce dans les domaines d'intervention le concernant rappelés ci-après.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître de l'ouvrage ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au maître de l'ouvrage, les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- le contrôle ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. Toutefois, des opérations de démontage ou sondage destructif peuvent être effectuées à la diligence du maître de l'ouvrage, après demande dûment motivée du contrôleur technique ;

les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet dans l'acte d'engagement.

2.2.1 Référentiels imposés pour le contrôle technique.

Le contrôle technique est fondé sur la comparaison de l'objet contrôlé à des référentiels imposés par la norme NFP 03-100 et repris par le CCTG. Ces référentiels sont complétés en tant que de besoins par les pièces contractuelles des marchés de travaux.

Dans les domaines non couverts par des règlements, le contrôleur technique attire l'attention du maître de l'ouvrage sur la nature générale du risque encouru du fait des dispositions retenues pour la conception ou l'exécution des ouvrages, notamment s'il a connaissance d'une pathologie visant le domaine concerné.

2.2.2 Prise en compte des nouvelles réglementations

Il appartient au contrôleur technique de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date des avis. Dans l'hypothèse où des textes nouveaux (notamment normes) concernant un avis entrant en vigueur après la date de cet avis, il appartient au contrôleur technique d'attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur les conséquences de cette nouvelle réglementation et de bien faire la part entre les évolutions souhaitables et les modifications obligatoires.

2.2.3 Formulation des avis

A) Contenu et forme des avis

Les avis du contrôleur technique doivent être explicites, précis et motivés. Les avis non motivés seront refusés par le pouvoir adjudicateur.

Le contrôleur technique est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur et à l'AMO tout document manquant et nécessaire à son intervention.

En cas de difficulté technique particulière, de litige ou de contestation portant sur des dimensionnements d'ouvrages de parties ou d'éléments d'ouvrages, le contrôleur technique doit être en mesure de fournir les calculs justificatifs sur demande du pouvoir adjudicateur ou de l'AMO.

La transmission des documents soumis à l'avis du contrôleur technique sera effectuée par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition en application des protocoles de diffusion des documents et informations avec le maître d'ouvrage et le titulaire du marché de conception réalisation exploitation maintenance.

Marché de contrôle technique pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

B) Précisions sur les avis

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique doit notamment consigner le résultat de ses examens avec ou sans remarques dans des fiches d'avis technique puis dans des rapports (rapports intermédiaires et rapports récapitulatifs), signés par le responsable technique qualifié.

Les fiches signées par le contrôleur technique sont numérotées chronologiquement et font apparaître, en plus de l'avis technique proprement dit, au minimum les renseignements suivants :

- référence de l'opération ;
- nature de la mission ;
- origine et date du document examiné ou date de la visite sur le chantier ;
- liste des destinataires.

Les fiches et rapports doivent être transmis aux échéances prévues, après tout événement appelant un avis du contrôleur technique (remise de documents, constats in situ, opérations préalables à la réception...).

Pour l'application de l'article 4.1.5 de la norme NFP 03-100, il est précisé que pour l'ensemble de l'opération, dans le silence du maître d'ouvrage sur la suite à donner aux avis du contrôleur technique dans un délai de 15 jours, l'avis doit être pris en compte par le constructeur

CHAPITRE 3. CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION

3.1 Exécution des missions

3.1.1 Généralités

Pour permettre et faciliter l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage ou son représentant :

- informe tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans les conditions du présent marché,
- remet au contrôleur technique la copie du permis de construire et la déclaration d'ouverture de chantier,
- lui fournit, en tenant compte des délais nécessaires à ces opérations, tous renseignements, justificatifs et documents techniques utiles à l'accomplissement de sa mission, ainsi que toute pièce modificative,
- lui indique l'usage précis auquel il destine les ouvrages sur lesquels porte le contrôle ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage,
- lui donne librement accès aux chantiers et autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, lui fournira toutes facilités pour l'exercice de sa mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions de sécurité satisfaisantes,
- le prévient, en temps utile, des dates de commencement des travaux de chaque entreprise spécialisée et des phases essentielles de leur exécution,
- le prévient, en temps utile, des dates de réception,
- lui communique, si une intervention était demandée pendant la période de parfait achèvement, les procès-verbaux de réception et les plans de récolement.

Le maître de l'ouvrage autorise le contrôleur technique à répondre à toute demande d'information en provenance des assureurs, en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices ; il l'autorise également à adresser, le cas échéant, un exemplaire de ses correspondances et rapports, directement aux intervenants intéressés.

Le maître de l'ouvrage indiquera au contrôleur technique la suite donnée aux avis qu'il lui a adressés.

3.1.2 Supports et modalités d'échanges

L'ensemble des échanges et transmissions de données sera intégralement dématérialisé.

Marché de contrôle technique pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

- Les diffusions à destination du contrôleur technique pourront être soit par mail soit par invitation à consulter / télécharger les éléments soumis à avis sur des plateformes de type SharePoint ou via la GED qui sera déployée pour la conduite de l'opération ;
- Les avis et rapports émis par le contrôleur technique seront diffusés par mail aux acteurs concernés. Il n'est pas imposé de saisie directe des avis dans la GED de l'opération.

3.1.3 Phase de conception

Le contrôleur technique assiste le maître d'ouvrage dans les choix techniques et procède à l'examen des dispositions et exigences prévues dans chacune des phases de conduite du projet :

<u>Phase</u>	Nombre de dossiers à étudier
• Analyse des risques – PTD	1
• Etudes de diagnostic	1
• Etudes d'APS	1
• dossier de demande de permis de construire la prestation intègre, en tant que de besoin, les permis modificatifs.	1
• études d'avant-projet définitif	1
• études de niveau « études de projet »	1

A) Analyse des risques

Sur la base du programme remis par le maître de l'ouvrage, le contrôleur technique remettra une analyse des risques, sous forme d'un rapport écrit, au regard des aléas techniques qu'il contribue à prévenir.

Le contrôleur technique prendra connaissance des documents déjà établis, notamment le programme technique détaillé, élaboré par l'assistance technique à maîtrise d'ouvrage, et signalera au maître de l'ouvrage les études complémentaires qu'il sera nécessaire d'obtenir.

Cette analyse des risques devra être structurée par type de mission de Contrôle technique. Elle complètera le programme technique, lequel sera le cas échéant précisé.

Cette analyse des risques sera transmise au Maître de l'ouvrage. Elle devra pouvoir être mise à jour au cours du déroulement de l'opération, après examen de l'avant-projet sommaire, puis lorsque de nouvelles dispositions en termes de conception ou de réalisation sont adoptées, en tant que de besoin.

Compte tenu du contexte des avis défavorables émis par la commission de sécurité il convient de prévoir à l'issue de cette étape un échange de présentation avec le SDIS.

B) Phase Etudes

Autorisation administrative

Dans le cadre de la phase relative au dossier de permis de construire, le contrôleur technique participe à la rédaction de la notice de sécurité intégrée à la demande d'autorisation de travaux ou prévue dans le cadre du permis de construire, en collaboration avec le concepteur.

Pour la préparation du dossier de permis de construire ou de la demande d'autorisation de travaux, le contrôleur technique devra assister aux réunions préparatoires éventuellement nécessaires avec les services de prévention.

Marché de contrôle technique pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

Etudes de conception

Pendant les études de conception (DIAG, APS, APD et PROJET), le contrôleur technique procède à l'examen des dispositions techniques, plans et autres documents d'études et transmet son analyse au maître d'ouvrage.

A la fin de cette phase de mission, et avant le début des travaux, le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage le rapport initial de contrôle technique (RICT).

Point d'attention : Il sera attendu 1 RVRAT et 1 RFCT par bâtiment – Le CT évaluera dès cette étape l'opportunité de scinder les RICT.

En application de l'article 4.2.8 de la norme NFP 03-100, il est dès à présent précisé que si des dispositions « variantes » ou « PSE » sont proposées dans les pièces de consultation ou/et dans les offres remises par les concepteurs réalisateurs, le contrôleur technique devra accomplir sans rémunération complémentaire, les tâches d'analyse et de contrôle impliquées par ces « variantes » ou « PSE ».

Pour les études de projet, le contrôleur technique pourra être amené à analyser plusieurs dossiers en fonction du niveau de rendu ou reprendre l'analyse si les études ont fait l'objet de réserves par le maître d'ouvrage ou l'AMO. L'examen des documents complémentaires présentés pour répondre aux réserves ou observations devront faire l'objet d'un nouveau rapport initial ou d'un complément.

Cette phase comprend également :

- Participation à des réunions de mise au point avec le concepteur et aux réunions de la phase études.
- Participations aux réunions d'échanges ou de présentation avec le SDIS.

3.1.4 Phase réalisation des travaux

A) Contrôle des documents d'exécution

Le contrôleur technique examine les plans et autres documents techniques d'exécution réalisés dans le cadre de l'opération.

Il prend connaissance des documents établis par les entreprises et constructeurs (procès-verbaux, certificats de qualification ...).

Les avis sont transmis directement au groupement concepteur réalisateur avec copie au maître d'ouvrage et à l'AMO.

Un état mensuel des avis émis sera diffusé par le contrôleur technique. Les avis et observations non traités favorablement seront mis en évidences.

B) Contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages

Pendant cette phase, le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs.

Pendant la réalisation des travaux et par dérogation à l'article 4.2.4.2 de la norme NF P 03-100, le contrôleur technique participe obligatoirement aux rendez-vous dit de chantier pour les points le concernant et examine les ouvrages sur chantier. Cette présence minimale mensuelle est fixée aux heures et dates de la réunion hebdomadaire organisée par le maître d'œuvre. Il s'assure de la qualité des produits utilisés par les constructeurs, du respect des plans et calculs, de la qualité des prestations...

Le contrôleur technique procédera au contrôle des travaux en cours de réalisation, par examen visuel des ouvrages lors de visites de chantier. Ces visites, dont la planification sera à la discrétion du contrôleur technique, auront lieu à une fréquence au minimum hebdomadaire. Le contrôleur technique pourra être amené à augmenter le nombre de ses visites selon son appréciation, à l'occasion d'opérations dont l'exécution est particulièrement importante pour la qualité de l'ouvrage.

Toute absence à une réunion prévue dans le cadre du marché est susceptible d'entraîner une pénalisation.

C) Vérifications finales – réception des travaux

Il vérifie en particulier la conformité des ouvrages vis à vis des règles relatives à la sécurité, et examine les procès-verbaux d'essais.

Marché de contrôle technique pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

Pour chacun des bâtiment M1 et P1 :

le contrôleur technique établit alors un rapport récapitulatif, bilan de son intervention, en signalant tous les avis qui n'ont pas été suivis. Ce rapport, appelé **rapport final** dans la norme NF P 03-100, sera remis avant la date retenue pour les opérations préalables à la réception.

Il réalise les visites de levées de réserves qui lui semblent nécessaires pour établir le **rapport définitif** de fin de travaux.

Ces dispositions s'appliquent également dans le cas de réception partielle des travaux en vue d'une ouverture au public des ouvrages concernés.

3.2 Commission de sécurité

Pour chacun des bâtiment M1 et P1 :

Le contrôleur technique est tenu en outre dans le cadre de la mission de type S, d'assister le maître d'ouvrage pendant les visites de la commission de sécurité préalables à la procédure visant à la délivrance du certificat de conformité et de la décision d'ouverture au public de l'ouvrage.

Le contrôleur technique sera averti de la date de ces visites et devra être en mesure de fournir soit une attestation de levée de réserves contenues dans ses rapports récapitulatifs, soit un état de réserves non levées au jour de la visite. Le contrôleur technique établit une attestation, précisant que la mission solidité a bien été exécutée.

Le contrôleur remettra également le rapport de vérification réglementaire après travaux.

Tout retard dans la production de ces documents entraînera des pénalités dans les conditions prévues au C.C.A.P sauf cas de force majeure laissé à l'appréciation du maître d'ouvrage.

3.3 Attestation de conformité – Att HAND

Pour chacun des bâtiment M1 et P1 :

A l'issue des travaux, le maître d'ouvrage doit établir une attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité. Cette attestation est à la charge du contrôleur technique en complément de la mission « HAND ».

3.4 Visite initiale - VIEL

Pour chacun des bâtiment M1 et P1 :

La mission de contrôle comporte la visite initiale de vérification des installations électriques conformément au décret du 10 octobre 2000 et du 14 novembre 1988. Cette part de mission comprend l'établissement du rapport de visite initiale conformément au décret du 10 octobre 2000 et du 14 novembre 1988.

Le rapport VIEL devra comporter les schémas électriques des installations vérifiées.

3.5 Phase garantie de parfait achèvement

Le contrôleur technique intervient sur demande du maître d'ouvrage ou de l'AMO pendant l'année de garantie de parfait achèvement.

A intervalles réguliers, le maître d'ouvrage organise des visites de contrôle de parfait achèvement. Le contrôleur technique pourra être convié à 4 visites environ au cours de l'année.

Un mois au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'ouvrage organise une visite de fin de délai de parfait achèvement.

Au cours de cette visite à laquelle sont conviés le concepteur réalisateur et le contrôleur technique, l'AMO effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et inclut les remarques du contrôleur technique. La visite fait l'objet d'un procès-verbal établi par l'AMO.

Marché de contrôle technique pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

3.6 Nature et méthodologie des vérifications

Le contrôleur technique fonde les vérifications auxquelles il procède pour remplir sa mission sur les disciplines scientifiques visant les aléas et les domaines d'intervention concernés ainsi que sur les méthodes propres de contrôle qu'il a élaborées.

Par nature ces vérifications comprennent essentiellement l'évaluation technique du projet, puis de sa réalisation, par référence à la réglementation et aux textes techniques de caractère normatif.

En général, le contrôleur technique formule ses avis en se référant aux :

- textes législatifs et réglementaires,
- fascicules du cahier des clauses techniques générales,
- normes européennes et françaises,
- règles prescriptions techniques D.T.U.
- avis techniques, agréments et ATEX,
- règles professionnelles,
- règles de l'art Grenelle de l'Environnement (documents RAGE)

Dans les domaines non couverts par des règlements, le contrôleur technique se borne à attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur la nature générale du risque encouru du fait des dispositions retenues pour la conception ou l'exécution des ouvrages, en particulier s'il a connaissance d'une pathologie visant le domaine concerné.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au maître de l'ouvrage, les essais qu'il estimerait nécessaires.

Ces avis et rapports sont transmis au pouvoir adjudicateur et à l'AMO, et une copie est transmise à l'entreprise si celle-ci est concernée. Ils doivent être transmis aux échéances prévues c'est à dire au plus tard quinze jours après tout événement appelant un avis du contrôleur technique (remise de documents, constats in situ, opérations préalables à la réception...).

CHAPITRE 4. INFORMATIONS RELATIVES A L'OUVRAGE

Les informations relatives à l'ouvrage prévues à l'annexe C du CCTG sont inscrites dans le programme de l'opération et dans le CCAP. Les éléments non connus seront communiqués au contrôleur technique dès que le maître de l'ouvrage en aura connaissance.